Mémoire dans le cadre de l'étude du *Comité permanent des ressources humaines, du développement des compétences, du développement social et de la condition des personnes handicapées* sur l'emploi des jeunes au Canada

Présenté par la Fédération de la jeunesse canadienne-française

Octobre 2025

Liste de recommandations

Recommandation 1 : Que le Gouvernement du Canada bonifie la *Stratégie emploi et compétence jeunesse (SECJ)* et renforce l'effet incitatif de ses programmes en augmentant ses investissements et en déployant une lentille francophone dans tous ses programmes.

Recommandation 2 : Que le Gouvernement du Canada révise les paramètres et les plafonds de ses programmes afin de réduire les barrières à l'accès, de reconnaître officiellement que la jeunesse d'expression française en contexte minoritaire fait face à des obstacles systémiques et de mieux tenir compte des besoins et réalités sur le terrain.

Recommandation 3 : Que le Gouvernement du Canada révise ses politiques et pratiques d'embauches de jeunes afin d'augmenter les occasions de travail pour la jeunesse et de favoriser le recrutement et le renouveau de la main d'œuvre à long-terme au sein de la fonction publique fédérale.

La Fédération de la jeunesse canadienne-française (FJCF)

La FJCF est un organisme national géré « PAR et POUR » les jeunes, composé de douze membres associatifs jeunesse de neuf provinces et trois territoires. Nous travaillons avec des jeunes partout au pays, âgé·es entre 14 et 25 ans, leur offrant de l'accompagnement et de la formation ainsi que l'occasion de participer à des grandes initiatives pancanadiennes dont le Forum jeunesse pancanadien, le Parlement jeunesse pancanadien et les Jeux de la francophonie canadienne (JeuxFC).

Depuis 50 ans déjà, la Fédération de la jeunesse canadienne-française porte les intérêts de la jeunesse d'expression française au Canada et contribue à l'atteinte de son plein potentiel. Incarnant la philosophie du « PAR et POUR » les jeunes, la FJCF fonctionne avec une gouvernance composée entièrement de jeunes élu·es de 14 à 25 ans qui représentent les intérêts des jeunes de partout au pays. Le « PAR et POUR » les jeunes, c'est d'assurer que nous sommes le reflet de la jeunesse et de leurs réels besoins.

La FJCF est d'avis que la voix de la jeunesse est déterminante pour l'avenir du Canada. C'est pourquoi nos activités offrent aussi des occasions pour que la jeunesse puisse réfléchir à l'avenir du pays et participer – de façon non partisane – à des démarches visant à informer les politiques publiques au Canada.

La FJCF consulte en continu la jeunesse d'expression française à l'extérieur du Québec par plusieurs moyens. Notamment, afin de bien comprendre les enjeux, priorités et tendances qui façonnent leur réalité, la FJCF a lancé le *Baromètre jeunesse*, une étude à base de sondage qui s'adresse à toutes les personnes âgées de 14 à 25 ans qui évoluent dans la francophonie canadienne. Depuis 2024, des centaines de jeunes représentant tous les groupes d'âge et provenant de toutes les provinces et de tous les territoires dans lesquels œuvre la FJCF ont participé à cette étude. Nous citerons certains résultats de cette étude dans ce mémoire.

La FJCF figure parmi les six organismes de redistribution de fonds du programme *Jeunesse Canada au travail dans les deux langues officielles* (JCT) pour le Gouvernement du Canada. JCT offre aux bénéficiaires l'occasion de vivre des expériences de travail qui contribuent à leur épanouissement professionnel et personnel en découvrant une nouvelle région du pays et en développant une meilleure appréciation du contexte culturel liée à la langue. En 2024-2025, les divers volets de JCT que nous avons gérés ont permis de pourvoir 120 postes et de rémunérer 908 semaines de travail. De 2025 à 2028, ce sont plus de 3,7 millions de dollars qui seront investis en appui à l'employabilité jeunesse via les différents volets du programme JCT administrés par la FJCF.

La FJCF est le seul organisme de redistribution de fonds pour le programme Apic, un programme lancé en 2024 qui offre des subventions salariales aux organismes sans but lucratif œuvrant au sein des communautés francophones en situation minoritaire dans les secteurs des arts et de la culture, de la construction identitaire et de la participation citoyenne. L'aide du programme Apic permet aux employeurs de pourvoir des emplois au sein de leur organisation pour une durée maximale de 52 semaines. Au cours de la dernière année, plus de 130 employeurs francophones ont créé leurs profils pour le programme. Le

programme a appuyé 56 stages et investit près de 1,7 million de dollars dans les communautés francophones en situation minoritaire. Les fonds disponibles ont été épuisés en l'espace de trois semaines, ce qui témoigne du besoin sur le terrain pour de tels investissements.

Enfin, la FJCF a créé et gère le programme *DépasseToi* qui offre des outils et des ressources personnalisées afin de soutenir le développement de compétences personnelles et professionnelles des jeunes d'expression française de 15 à 30 ans. En date du 30 octobre – soit 3 semaines après le lancement – 82 profils d'employeurs ont été créé, 29 demandes de financement ont déjà été reçues, 47 profils de jeunes ont été créé et 9 demandes de soutien financier admissibles ont été reçues. Le programme vient d'être renouvelé par Emploi et Développement social Canada (EDSC) et permettra d'investir plus de 4,4 millions de dollars en appui aux communautés entre 2025 et 2028.

L'état de la situation

Depuis plusieurs mois déjà, une tendance lourde se confirme : il est devenu nettement plus difficile pour la jeunesse d'accéder au marché de l'emploi qu'auparavant.[1] Plusieurs jeunes peinent à se trouver un emploi, que ce soit un emploi d'été[2] ou un premier emploi permanent dans leur domaine. En mai, le taux de chômage canadien atteignait son plus haut point depuis 2016, exception faite des années pandémiques, ce qui est certes préoccupant.[3] Encore plus inquiétant à nos yeux, dans certaines régions le taux de chômage chez les jeunes est deux, voire trois fois plus élevé que pour la population générale (jusqu'à 17% pour les 15-19 ans).[4] De fait, le taux de chômage des jeunes Canadiens atteignait dernièrement sont plus haut niveau depuis quinze ans[5] et certains estiment qu'il pourrait coûter jusqu'à 18,5 milliards de dollars en termes de croissance du PIB réel.[6] Nous témoignons d'une véritable crise de l'emploi chez les jeunes.

Les facteurs qui contribuent à la situation sont nombreux. Il est clair que l'actuelle conjoncture économique (guerre tarifaire avec les États-Unis, coût de la vie qui monte en flèche depuis quelques années, incertitude économique largement répandue) pose problème à plusieurs égards. La pression économique et l'inflation font en sorte que les employeurs gèrent leurs finances de façon extrêmement serrée. Qu'il s'agisse de petites et moyennes entreprises (PME) ou d'organismes sans but lucratif, devant l'incertitude économique et la montée significative des coûts d'opération, la vaste majorité des employeurs ont révisé leurs équipes et cherchent des efficiences. Plusieurs misent désormais sur un noyau dur et une équipe réduite pour faire le

[1] https://www.lapresse.ca/affaires/2025-06-16/plus-dur-pour-les-jeunes-de-se-trouver-un-emploi.php?sharing=true

[2] https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2170915/canada-taux-chomage-jeunes-emploi-ete?partageApp=rcca_appmobile_appinfo_android

[3] https://www.msn.com/fr-ca/actualites/quebec-canada/le-taux-de-ch%C3%B4mage-a-augment%C3%A9-%C3%A0-7-0-au-canada-et-a-recul%C3%A9-%C3%A0-5-8-au-qu%C3%A9bec-en-mai/ar-AA1GdaUx?ocid=entnewsntp&pc=U531&cvid=89df6c240f3641329c19a598b115c54e&ei=14

[4] https://www.lapresse.ca/affaires/2025-05-20/crise-de-l-emploi-chez-les-jeunes/j-ai-de-l-experience-pourtant.php?sharing=true

[5] Conseil de l'information sur le marché du travail, « Youth Employment in 2025: Trends Reshaping the Next Gen Workforce in Canada, Webinar, Peter Nelson – économiste principal, 22 octobre 2025.

[6] Deloitte, Failure to Launch: The Economic and Social Costs of Youth Unemployment and their Long-Term Impacts, King's Trust Canada, November 2024, page 4.

travail. Cette dynamique renforce aussi une certaine prudence de la part des employeurs, qui privilégient des employé·es bien établis sur le marché du travail qu'ils n'auront pas à initier à l'environnement professionnel. Les employeurs perçoivent les jeunes comme ayant besoin de plus d'accompagnement, d'encadrement et de formation afin de pouvoir réussir au travail – des besoins qui entraînent des coûts supplémentaires. Les jeunes Canadiens, qui en sont à leurs premières recherches d'emploi dans leur domaine ou qui cherchent un boulot alors qu'ils sont encore aux études, sont nettement défavorisés par ce contexte.

Tout au long de cette conjoncture économique des plus éprouvantes, la jeunesse écope. D'après le *Conseil de l'information sur le marché du travail*, la transformation du marché du travail qui se joue actuellement provoque toute une série de répercussions pour les jeunes. D'abord, en période de chômage élevé, les jeunes acceptent souvent des emplois qui ne sont pas à la hauteur de leurs études, ce qui nuit à la productivité à l'échelle du pays. Par ailleurs, les travailleurs qui entrent sur le marché du travail pendant une crise économique génèrent des revenus réduits en début de carrière. [7]

Mais à notre avis, la crise de l'employabilité de la jeunesse n'est ni nouvelle ni ponctuelle. Nous croyons qu'il s'agit d'un virage permanent, d'un véritable changement de paradigme. Pour des générations de Canadiens et Canadiennes, « emploi jeunesse » était synonyme de « emploi d'été ». La majorité des premières expériences de travail – certainement à temps plein – se vivaient pendant la période estivale. Les emplois étaient de courte durée (d'habitude quelques mois) et coïncidaient avec une pause dans l'année scolaire ou dans le cycle de la vie étudiante. Désormais, ce n'est plus forcément le cas.

Aujourd'hui, bon nombre de jeunes, dès l'école secondaire, travaillent – ou cherchent à travailler – au moins à temps partiel – tout au long de l'année scolaire et de leurs études postsecondaires. Que ce soit afin d'économiser pour mieux défrayer le coût des études postsecondaires, ou pour contribuer aux revenus globaux du foyer familial – qui subit aussi une pression devant les coûts qui ne cessent d'augmenter – nombreux sont les jeunes qui concilient désormais études et travail tout au cours de l'année. Parmi les répondant·es au *Baromètre jeunesse 2025,* 64% ont indiqué qu'ils travaillaient (45% à temps partiel; 19% à temps plein) et 29% ont indiqué qu'ils ne travaillaient pas, mais cherchaient un emploi. Seulement 9% des répondant·es ont indiqué qu'ils ne travaillaient pas, et ne souhaitaient pas travailler en ce moment. Parmi eux, plusieurs indiquent ne pas avoir l'âge légal de travail pour l'instant.[8] Précisons que les jeunes indiquent qu'ils sont désormais appelés à assumer eux-mêmes une part du coût de la vie. 43% des répondant·es au *Baromètre jeunesse 2025* indiquent qu'ils subviennent – du moins en partie – à leurs besoins essentiels (logement, nourriture, etc.) et 13% des répondant·es indiquent qu'ils sont seuls à défrayer ces coûts.[9]

Il importe de souligner que l'impératif de l'emploi ne se fait pas seulement sentir par les jeunes. En 2023, 5,6% des travailleurs au Canada occupaient plus d'un emploi (environ 1,1 million de Canadiens). Les

[7] Conseil de l'information sur le marché du travail, « Youth Employment in 2025: Trends Reshaping the Next Gen Workforce in Canada, Webinar, Peter Nelson – économiste principal, 22 octobre 2025.

[8] FJCF, *Baromètre jeunesse*, 2025, question 19.

[9] FJCF, *Baromètre jeunesse*, 2025, question 23.

personnes cumulant des emplois le faisaient le plus souvent (34,9%) par nécessité financière (p.ex. pour couvrir les dépenses d'alimentation, de logement) ou pour suppléer à leur revenu (34,8%).[10] Un nombre accru de Canadiens – déjà bien établis sur le marché du travail – cumulent donc désormais plus d'un emploi, ce qui les place en compétition directe avec des jeunes. Ce cercle vicieux vient freiner l'employabilité jeunesse partout au pays.

Les facteurs qui contribuent à la transformation du marché du travail sont nombreux et variés :

- Une proportion accrue de jeunes choisit des études postsecondaires à l'université, alors que les employeurs cherchent un plus grand nombre de finissant·es d'études collégiales et d'écoles des métiers. Au fil des ans, cette situation a créé un déséquilibre entre le profil des travailleurs·euses disponibles et les besoins des employeurs.[11]
- L'abolition subite de quelque 2 000 emplois étudiants au sein de la fonction publique fédérale.[12]
- L'entrée en scène de l'intelligence artificielle (IA) et l'automatisation d'un nombre et d'une gamme grandissants d'emplois. Certain de ces emplois figuraient parmi les plus répandues pour les jeunes à la recherche d'un premier emploi. Une étude récente notait une diminution de 13% pour les travailleurs·euses de 22 à 25 dans les champs ayant déjà été touchés par l'IA.[13]
- Une augmentation rapide de la population âgée de 15 à 24 ans (cette tranche de la population canadienne a augmenté de 1,3% en 2023, de 3,5% en 2024 et 6,6% en 2025).[14]

La combinaison de ces facteurs crée un contexte des plus éprouvants pour les jeunes qui entrent actuellement sur le marché du travail Canadien.

Nous nous voudrions de passer sous le silence la hausse des taux de jeunes ni en emploi, ni aux études, ni en formation (NEET) depuis quelques années. La proportion des jeunes NEET est un indicateur du risque de déconnexion et d'exclusion sociale chez les jeunes pendant leur transition des études au travail. En 2023-2024, la part des jeunes NEET atteignait 11,3% - un taux supérieur au niveau prépandémie observé en 2018-2019 (10,4%).[15] Ce phénomène est inquiétant, et indicatif de l'ampleur et de la lourdeur des défis touchant les jeunes devant le ralentissement du marché du travail Canadien.

---

[10] https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/14-28-0001/2024001/article/00002-fra.htm

[11] Conseil de l'information sur le marché du travail, « Youth Employment in 2025: Trends Reshaping the Next Gen Workforce in Canada, Webinar, Peter Nelson – économiste principal, 22 octobre 2025.

[12] https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2195055/emploi-etudiant-fonction-publique-fonctionnaire-federal-baisse

[13] Erik Brynjolfsson et al., *Canaries in the Coal Mine? Six Facts about the Recent Employment Effects of Artificial Intelligence,* Stanford University, Digital Economy Lab, August 20, 2025, page 1.

[14] Conseil de l'information sur le marché du travail, « Youth Employment in 2025: Trends Reshaping the Next Gen Workforce in Canada, Webinar, Peter Nelson – économiste principal, 22 octobre 2025.

[15] https://www150.statcan.gc.ca/n1/fr/pub/81-595-m/81-595-m2025001-fra.pdf?st=hAeAllYh

Le contexte de la francophonie canadienne

Le fait que les jeunes d'expression française peinent à se trouver un emploi vient directement fragiliser nos collectivités dans la francophonie canadienne. Quand nous leur avons demandé d'identifier les facteurs qui sont des obstacles à l'emploi, le plus grand nombre de répondant.es au *Baromètre jeunesse 2025* (30%) a identifié le manque d'emplois locaux en français.[16] La raison est simple : malgré leur volonté de travailler en français, devant la difficulté de trouver un emploi local en français, une vague de jeunes pousse ses recherches vers des emplois « bilingues » ou carrément vers le marché du travail en anglais. Le phénomène est aussi en partie dû aux types d'emplois disponibles en français. Les opportunités en éducation et en santé sont plus nombreuses. Il faudrait inciter le milieu à diversifier les opportunités afin de mieux tenir compte des secteurs visés par les programmes du gouvernement et par les opportunités que privilégient les jeunes.

Devant l'impasse, certains quitteront à jamais le milieu professionnel francophone – et ce avant même d'y entrer pour la première fois. D'autres choisiront même de quitter les collectivités francophones – estimant que les perspectives d'employabilité locales en français ne sont pas et ne seront jamais à la hauteur de leurs ambitions. Ainsi, l'employabilité jeunesse est directement liée à la pérennité de nos milieux.

La conjoncture exerce une pression particulière sur la jeunesse d'expression française. En 2024, un peu plus d'une jeune personne sur cinq (21%) indiquait rencontrer des difficultés financières pour subvenir à ses besoins essentiels et 44% des personnes qui vivaient indépendamment de leurs parents ou grands-parents disaient éprouver des difficultés financières.[17] Un an plus tard, la situation semble s'être aggravée : 40,8% des répondant·es rapportaient des difficultés financières pour subvenir à ses besoins essentiels, dont 5,8% qui indiquent avoir de graves difficultés financières.[18]

Devant ces défis financiers, les jeunes cumulent les emplois pour mieux pallier leurs besoins essentiels. De fait, le cumul d'emplois est plus fréquent chez les jeunes travailleurs·euses (6,6% des travailleurs·euses de 15 à 24 ans occupaient plus d'un emploi comparativement à 5,8% des travailleurs·euses de 25 à 54 ans).[19] Notons aussi que le profil des jeunes travailleurs·euses est nettement différent de celui des générations antérieures. La flexibilité est désormais de mise et les « side hustles » redessinent les parcours. Seulement 45% des jeunes travailleurs·euses détiennent un emploi à temps plein. Un sur quatre préfère combiner un poste principal avec un revenu complémentaire. 48% des jeunes travailleurs·euses citent la flexibilité des horaires parmi les facteurs décisifs dans leur emploi idéal.[20]

---

[16] FJCF, *Baromètre jeunesse*, 2025, question 21.

[17] Sociopol, Analyse des données récoltées dans le cadre de la première édition du Baromètre jeunesse 2024, Fédération de la jeunesse canadienne-française, 7 mars 2025, page 17.

[18] FJCF, *Baromètre jeunesse*, 2025, question 25.

[19] https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/14-28-0001/2024001/article/00002-fra.htm?utm_source=chatgpt.com

[20] https://www.randstad.ca/fr/salle-de-nouvelles/rapport-randstad-generation-z-ambitieuse-mouvement-transforme-marche-travail-canadien/?utm_source=chatgpt.com

Il y a aussi lieu de rappeler un élément propre au contexte de la francophonie canadienne : la précarité de l'accès à l'éducation postsecondaire en français dans les collectivités de la francophonie canadienne et son incidence sur la situation financière des jeunes d'expression française. Plus particulièrement, comme l'indique une étude récente : l'endettement étudiant est plus élevé chez celles et ceux qui choisissent d'étudier en français au niveau postsecondaire, notamment du fait de la nécessité plus fréquente de déménager pour pouvoir étudier en français.[21] Les jeunes entreprennent des études postsecondaires pour élargir leurs horizons et améliorer leur sort sur le plan de la qualité de vie et de l'épanouissement professionnel. Dans la francophonie canadienne, ceux qui aspirent aux études postsecondaires en français trouvent encore aujourd'hui trop souvent des programmes qui sont offerts seulement au Québec. Ils et elles doivent alors choisir entre un déménagement pour poursuivre leurs apprentissages dans la langue de leur choix, ou l'inscription à des programmes offerts en anglais, plus près de chez eux. Cette décision déchirante peut être la source des dettes importantes pour ceux qui choisissent de poursuivre en français, même si cela les oblige à traverser le continent.

Le phénomène peut aussi nuire à l'employabilité des jeunes dans les collectivités de la francophonie canadienne en favorisant un exode permanent de la main d'œuvre vers le Québec, ou encore vers des grands centres où les programmes postsecondaires offerts en français sont plus nombreux, puisque – nous le reconnaissons – les études peuvent ouvrir des portes menant à de nouvelles opportunités professionnelles, loin du foyer d'origine.

Les pistes de solution

Quand nous leur avons demandé d'identifier des actions prioritaires pour favoriser le bien-être et l'épanouissement de la jeunesse d'expression française, 78% des répondant·es au *Baromètre jeunesse 2025* ont souligné l'importance de *créer plus d'emplois et/ou stages rémunérés pour les jeunes*.[22] Afin de pallier à la crise de l'emploi jeunesse actuelle, la jeunesse souhaite que le gouvernement vienne renforcer ses programmes d'aide à l'employabilité des jeunes à travers le pays par des investissements accrus, par une gestion plus efficace, et par des mesures qui assurent que les réalités propres à la francophonie canadienne soient prises en compte lorsqu'on décide qui recevra des fonds publics.

Or, l'accès au financement public visant à favoriser l'employabilité de la jeunesse, notamment par la ***Stratégie emploi et compétence jeunesse (SECJ),*** s'avère souvent lent et lourd aux yeux des jeunes et des employeurs dans les collectivités franco-canadiennes. Qui plus est, certains programmes qui pourraient faciliter l'accès des jeunes au marché du travail ne semblent pas tenir compte de la spécificité des collectivités dans la francophonie canadienne. À notre connaissance, seulement deux programmes de la SECJ sont spécifiques à nos collectivités – *Jeunesse Canada au travail dans les deux langues officielles* et

[21] Association des collèges et universités de la francophonie canadienne et Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada, *Bâtir ensemble le postsecondaire en français de l'avenir,* Rapport complet du Bilan des États généraux sur le postsecondaire en contexte francophone minoritaire, 2022, page 29.

[22] FJCF, *Baromètre jeunesse*, 2025, question 88.

DépasseToi. Une lentille francophone qui s'appliquerait à l'ensemble des programmes et initiatives de la SECJ est de mise.

Ajoutons enfin que les employeurs de la francophonie canadienne ont moins de capacité d'embauche que leurs concurrents anglophones. La solution passe donc par des incitatifs qui favorisent non seulement la création de nouveaux emplois tout en faisant en sorte que les candidatures des jeunes soient prioritaires aux yeux des employeurs. En ce sens, l'investissement accru par l'entremise des programmes existants – actualisés à l'aide d'une lentille francophone et bonifié à l'aide de nouveaux fonds – aurait un impact rapide et bénéfique. De nouveaux postes seraient immédiatement créés et des jeunes dans les collectivités de la francophonie canadienne occuperont de nouveaux emplois en l'espace de quelques semaines.

Conclusion

Au nom de la jeunesse d'expression française à travers le Canada, nous remercions le *Comité permanent des ressources humaines, du développement des compétences, du développement social et de la condition des personnes handicapées* d'avoir entrepris cette étude et souhaitons que ce mémoire puisse alimenter sa réflexion.